



CGT-USPATMI  
4 cité chappée  
02 000 MONS-EN-LAONNOIS  
☎ : 06.16.36.17.45  
✉ : [prefectures@cgt.fr](mailto:prefectures@cgt.fr)  
[david.lecocq.cgt@hotmail.fr](mailto:david.lecocq.cgt@hotmail.fr)

## Soutien aux luttes de la CGT Pénitentiaire

Lorsque la CGT pénitentiaire expose les motivations syndicales qui animent les collègues matons, c'est le cœur de l'activité sociale de ce service public atypique qui est présenté : des renforts massifs en femmes et en hommes afin d'encadrer les détenu-es dans leur quotidien, une amélioration significative des conditions de travail, un juste salaire pour compenser la charge de travail, la charge mentale. Mais également des renforts en personnels de travail social afin que le-la détenu-e n'accomplisse pas simplement sa peine en temps ; pour que la réhabilitation et la réinsertion dans la société soient des réalités.

La réussite de la mission publique des services pénitentiaires ne peut se regarder à sa seule capacité à écrouer et surveiller. « Surveiller et punir », comme l'écrivait Michel Foucault, relève d'une logique depuis longtemps dénoncée parce que « la prison est dangereuse, quand elle n'est pas inutile ». Et pourtant encore toujours pratiquée comme vision ultime des politiques carcérales sécuritaires.

Or, il s'agit bien d'avoir les moyens et le temps de se mobiliser pour que la prison permette au plus grand nombre de détenu-es possible d'échapper à la reproduction d'un système qui les condamne à retourner en prison si aucune politique à dimension sociale n'est mise en œuvre. D'ailleurs, la CGT Pénitentiaire le dit très bien dans son document d'orientation : « *nous faisons le pari que l'insertion et la réinsertion ont leur place dans le système pénal et pénitentiaire français* ».

Le problème de la pénitentiaire n'est pas un problème qui se résume uniquement au nombre de détenu-es par prison, à la qualité des locaux, à la qualité du travail des personnels. C'est un problème d'engagement des politiques. Car les sources des diverses criminalités ne sont pas correctement analysées et donc endiguées. Et l'austérité empêche la mise en œuvre des moyens publics à la hauteur.

Nous ne sommes pas dupes, : il y aura toujours des individus qui ne respecteront pas les lois pour des raisons insurmontables et il y aura donc toujours besoin d'une police, d'une justice et de prisons. Nos camarades de la CGT pénitentiaire portent un projet ambitieux, novateur et humaniste en matière de politique pénale, faisant de la prison une exception. Car de nombreux contrevenants sont victimes d'un système qui cloisonne, qui empêche l'ascenseur social, qui ne donne pas à toutes et tous l'égalité des chances.

C'est la le combat général de la CGT : la lutte des classes existe, et elle est vécue au quotidien par les matons qui ne peuvent faire autrement que de constater les conséquences de cette dernière sur une partie de la population ; encore une fois par abandon du politique.

Le politique, ici, préfère brandir des menaces de sanctions plutôt que de répondre aux revendications des matons. Ainsi, non seulement, ces personnels n'ont pas le droit de grève, mais dès lors qu'ils expriment leur mécontentement et exigent écoute et considération ; la ministre use de moyens coercitifs pour les mettre au pas plutôt que de les écouter et les comprendre. Nous exigeons qu'aucun agent ne soit sanctionné-e pour avoir participé à ce mouvement !

Fedor Dostoïevski écrivait « *On peut mesurer le degré de civilisation d'une société en visitant ses prisons* ». Et Albert Camus de déclarer qu'« *une société se juge à l'état de ses prisons* ». Aucun gouvernant n'a entendu ces réflexions jusqu'à maintenant. Et pour un président (Macron) qui se targue d'être un esprit cultivé et fin lettré, il n'est pire sourd que celui qui ne veut entendre ... et agir pour les travailleurs du monde pénitentiaire.

La CGT-USPATMI soutient l'engagement syndical et humain de la CGT Pénitentiaire.

La CGT-USPATMI